ÉLECTIONS DES DÉPUTÉS – 16 MARS 1986





conduite par

GUY MAURIANGE

Ingénieur Recherche et Développement
45 ans - Marié - 3 enfants - Epouse enseignante

L'ACTION EFFICACE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

« Mouvement spontané au-delà des partis »

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il y avait trois députés en Haute-Vienne. La loi en a prévu un quatrième pour notre département. Vous aimez le Limousin, alors donnez-moi la possibilité de faire voter à l'Assemblée nationale les crédits nécessaires à l'implantation des grandes activités industrielles dont je vous parle dans la profession de foi des régionales.

Faute de projets nouveaux et ambitieux, plus d'un tiers des électeurs n'avaient pas l'intention d'aller voter (sondage T.V. nationale) et nous demandent avec insistance la constitution de listes libres au-delà des partis politiques traditionnels, impuissants, inefficaces, entièrement télécommandés de Paris.

L'avenir de la France est entre les mains de ses habitants ; c'est par leur volonté, c'est par leur action que nous la construirons. Pour ma part, je suis prêt à contribuer avec vous à cet effort de redressement. C'est pourquoi je conduis les listes C.L.É.F.S. pour la Haute-Vienne aux élections des Députés et des Conseillers régionaux. Avec les femmes et les hommes qui se présentent avec moi, nous travaillons dans l'intérêt de tous, sans sectarisme et avec la volonté de solidarité à l'égard des plus défavorisés.

Avec cette équipe, avec détermination, pour l'emploi de nos enfants, pour la retraite de nos aînés, c'est aujourd'hui qu'il faut se battre dans ce grand mouvement spontané au-delà des partis.

Mon grand-père qui a élevé treize enfants, un homme plein de sagesse, me disait : **« mon petit, si tu veux faire ton trou dans la vie et élever une famille plus tard, tu prends le marteau dans la main droite et le burin dans la main gauche ».**

J'en conclus que la France ne peut s'offrir le luxe de se priver de la moitié de ses forces.

NOS OBJECTIFS POUR LA FRANCE POUR CRÉER DES EMPLOIS

Il y a une vérité si évidente qu'elle est souvent oubliée : seules les entreprises saines peuvent créer des emplois.

1. Plus de souplesse dans la gestion des entreprises.

Savez-vous pourquoi de nombreuses entreprises évitent de dépasser neuf salariés ? Parce qu'en passant à dix salariés, l'entreprise devra payer une taxe supplémentaire non seulement sur le salaire du dixième employé mais aussi sur les salaires des neuf premiers. Un phénomène identique se retrouve lorsqu'on passe de quarante-neuf à cinquante salariés.

Donnons plus de souplesse et relevons ces seuils pour les entreprises qui embauchent. Donnons plus de souplesse dans la gestion du personnel et les entreprises n'auront plus peur d'embaucher.

Syndicats : Améliorer les rapports avec des syndicats forts, donc plus représentatifs, mais responsables et libres vis-à-vis des partis politiques afin d'augmenter le niveau de vie de tous les Français.

2. La concurrence reste toujours le meilleur stimulant.

Si nous améliorons la concurrence entre les entreprises, tout le monde y gagnera. Nos entreprises deviendront plus fortes parce qu'elles auront appris à se battre. Elles appliqueront les prix qui leur permettent d'augmenter leur clientèle. Le contrôle des prix est une entrave qu'il convient de supprimer immédiatement.

3. Moins d'Etat, c'est plus d'emploi.

A chacun son métier : le Gouvernement pour diriger la France, les chefs d'entreprises pour diriger les entreprises.

Lorsque c'est envisageable, dénationaliser, c'est enlever la rigidité de l'Etat, c'est redonner du dynamisme aux entreprises. Mais attention, il n'est pas toujours possible de dénationaliser. Les entreprises qui ont impérativement besoin de la coopération européenne doivent rester nationalisées. En effet, le rôle des Etats est déterminant dans les relations internationales.

4. La créativité, c'est l'emploi.

Les politiques ont tout inventé SAUF :
le chemin de fer, l'électricité, l'automobile, votre machine à laver, la pilule, les machines à tisser, le béton, le vaccin, la sélection des graines et des plantes, le cinéma, le tracteur, l'acier, les engrais, le verre, la porcelaine, les moteurs céramique qui ont créé des millions d'emplois.

Par contre, les politiques ont bien inventé : la vignette, la T.V.A., les impôts exagérés, la paperasse, les grandes taxes.

Les politiques manquent d'imagination constructive, c'est cela la CRISE d'une époque, le monde ne s'arrêtera pas de tourner, d'autres créeront le progrès dans cinq ans, dix ans... Avançons résolument ces dates et lançons-nous résolument dans l'avenir. « Qui n'avance pas recule. »

Combien de nos brevets partent à l'étranger par notre laxisme, tous les jours, nous privant ainsi d'emplois nouveaux et nous reviennent sous forme de produit fini dans nos magasins parce que les politiques n'y croient pas et qu'ils sont installés dans leur confort et leur routine.

5. Moins d'impôts, c'est plus d'emploi.

La taxe professionnelle doit être allégée et l'argent que les entreprises, les commerçants et les artisans auront ainsi économisé pourra être investi.

Rappellons-nous la devise : ***les bénéfices d'hier, c'est l'investissement d'aujourd'hui et ce sera l'emploi de demain.***

Qui a envie de travailler plus, lorsqu'il doit payer à l'Etat, directement ou indirectement, la moitié de ce qu'il gagne : l'Etat empoche 60 % du prix d'un litre d'essence et 30 % de chaque prime d'assurance. Le dollar a baissé de 3 F mais l'essence de 0,50 F.

6. Favoriser l'emploi des jeunes, c'est préparer l'avenir.

Rien n'est plus déprimant pour nos jeunes que de sortir des écoles, des universités et de « pointer » au chômage.

Donnons-leur une chance en imaginant des systèmes plus souples, par exemple des contrats d'insertion pour lesquels les charges seraient limitées pendant la période de construction des nouvelles entreprises (voir profession de foi des régionales).

7. Un programme de grands chantiers.

Les grands chantiers préparent l'avenir, ils créent aussi des emplois pendant la construction. (Voir le détail sur la profession de foi des élections régionales.)

8. Le bâtiment.

« Quand le bâtiment va, tout va ». En dix ans, le bâtiment a perdu 300.000 emplois en France. Des mesures urgentes s'imposent pour une nouvelle grande politique de la construction :

– Une organisation plus efficace du financement de logements neufs ;
– Une garantie de paiement des marchés publics ;
– Une simplification radicale de la réglementation administrative.

Les entrepreneurs ne souhaitent pas qu'on les assiste. Ils exigent simplement que les règles du jeu économique ne découragent pas tous ceux qui veulent bâtir et que la liberté de prendre des initiatives et de gérer leurs entreprises leur soit rendue pour le bien commun de leurs salariés, de leurs clients et du pays.

UN OBJECTIF PRIORITAIRE : AMÉLIORER LES REVENUS AGRICOLES

Le revenu des agriculteurs a baissé de 14 % en Limousin. Une amélioration sera obtenue par :

– Une défense plus ferme au sein du marché européen. L'élargissement de la C.E.E. est réalisé mais les garanties minimales que nos agriculteurs sont en droit d'attendre n'ont toujours pas été correctement négociées. Ces questions devront faire l'objet d'un réexamen ;

– Une politique d'expansion de débouchés plutôt que de contingentement de production ;

– Une aide tendant à améliorer la qualité de production et à alléger les charges : stages de perfectionnement, incitation aux cultures nouvelles, création de label, dégrèvements fiscaux sur les propriétés non bâties, exploitation du bois ;

– Un statut de l'exploitante semblable à celui de l'exploitant à la retraite.

L'amélioration des revenus agricoles doit être un objectif prioritaire. Ce sera notre rôle de députés de veiller à l'application. (Voir le détail des mesures sur la profession de foi des régionales.)

LA SÉCURITÉ : UN DROIT DU CITOYEN

Agression de commerçants, attaques contre les personnes âgées, c'est tous les jours que les journaux, la radio et la télévision nous montrent de nouvelles atrocités.

Pour renforcer la sécurité, il faut que l'Etat augmente les forces de police, que la punition des coupables soit à la mesure de l'atrocité des actes qu'ils ont commis. Mais la nécessaire répression doit être accompagnée d'une politique de prévention de la délinquance. **La meilleure prévention, c'est du travail pour tous.**

LA PROTECTION SOCIALE : UN BIEN PRÉCIEUX

En France, la protection sociale est un bien trop fragile pour que l'on s'amuse à jouer avec elle.

Gardons toujours en mémoire que la première des solidarités, c'est de donner du travail à ceux qui sont privés d'emploi.

Gardons également en mémoire que c'est par notre travail que nous arriverons à conserver notre protection sociale.

1. **Protéger la famille,** c'est lutter contre le déclin de la natalité. Une politique familiale active doit favoriser les naissances. La retraite de nos aînés, notre retraite, ce sont nos enfants qui devront l'assurer. Seule une politique familiale dynamique permettra de construire l'avenir avant 2006 (après, nous ne pourrons plus payer les retraites).



2. **La retraite à 60 ans,** un droit qui sera maintenu. Mais les conditions d'une vraie retraite à la carte seront créées.

3. **Pour équilibrer la Sécurité sociale,** chacun doit prendre ses responsabilités. Nous sommes tous responsables de l'équilibre de notre assurance maladie obligatoire. Chacun d'entre nous doit faire un effort pour préserver ce système dont la France est à l'origine et que le monde entier nous envie. Ayons le courage de dire qu'il y a, par exemple, une surconsommation de médicaments parfois inutiles et des congés de maladie parfois abusifs.

Une action vigoureuse sera menée pour que les commerçants, les agriculteurs et les artisans obtiennent une couverture sociale analogue à celle des autres catégories tout en conservant la responsabilité de gestion de leur caisse.

MIEUX VIVRE EN LIMOUSIN

Pouvoir d'achat en baisse : « I » comme Inflation et Injustice.

Propos d'une mère de famille : « Avec 14 % d'inflation, je remplissais mon caddie, avec 5 % d'inflation, il ne reste plus que le fond ». Qu'est devenu son pouvoir d'achat ?

La solidarité, c'est également un effort en faveur des logements sociaux des ensembles H.L.M. (rénovation).

Personnes âgées :

Améliorer le fonctionnement de notre société par l'Association des Ages : la retraite ne doit pas être une coupure, une mise à l'écart. Que l'on soit ouvrier, cadre, ingénieur, agriculteur ou autre, on garde ses compétences passées. Ce serait valorisant pour un retraité, plus vivant sur le plan humain, d'avoir la possibilité d'utiliser ses anciennes compétences quelques heures par mois pour conseiller, former, rendre service : par exemple, animer un ou deux centres conseils par canton où l'on pourrait se faire aider pour remplir sa feuille d'impôt, les papiers administratifs, les démarches urgentes en cas d'accident, d'incendie, créer une animation locale, une communication et des relations humaines, etc.

Culture :

Meilleure utilisation des équipements existants.

Création d'un bulletin périodique centralisant toutes les activités culturelles afin de les faire mieux connaître.

Spécialisation de Limoges dans l'art lyrique : augmenter le nombre de pièces et de concerts.

La durée de la saison est trop courte.

CE QUI EST IMPORTANT :

Trois priorités :
– L'EMPLOI - INDUSTRIE
– L'AGRICULTURE
– MIEUX VIVRE EN LIMOUSIN

Après mars 1986, nos élus appliqueront fermement cette politique de développement indispensable à tous les Limousins.

Ces listes offrent la possibilité de faire un choix constructif et de traiter efficacement les vrais problèmes. Sinon, demain 16 mars, le Limousin n'avancera pas plus qu'aujourd'hui. Avec les mêmes élus, nous aurons à coup sûr les mêmes difficultés.

LE BON SENS est la CLÉF de voûte du progrès social.
Nous vous donnons les CLÉFS.
Utilisez-les.

Electrices, Electeurs, pour ouvrir les yeux de nos politiciens, pour assurer la Victoire de l'Emploi

VOTEZ et FAITES VOTER liste CLÉFS

DERNIÈRE MINUTE - Texte extrait d'un bulletin local

L'AGRICULTURE EN DÉTRESSE

Depuis quelques temps, j'ai lu ou entendu que les agriculteurs devaient se réjouir des promesses du futur.

L'agriculture est un métier complexe et ce n'est pas facile, pour des non-initiés, de comprendre les problèmes qui se posent, et Dieu sait s'ils sont nombreux !

Or, nous sommes actuellement dans une passe très difficile et nous nous demandons avec angoisse si ce n'est pas durable.

En effet, la profession est confrontée :
- à la nature et à la technique ;
- à l'économie ;
- à la politique.

Les agriculteurs doivent d'abord produire, surtout de la viande dans notre région d'élevage.

Le plus simple est de faire ramasser la nourriture par les animaux eux-mêmes. Malheureusement, chez nous, cela ne dure que quelques mois de printemps et d'été. Encore faut-il des conditions climatiques favorables. Le moins qu'on puisse dire est que nous ne sommes pas très gâtés depuis quelques années.

Puisque le reste du temps l'herbe ne pousse pas, il faut produire des aliments : herbe, fourrages, céréales... avec tous les investissements et les achats que cela implique.

Il faut ensuite lutter contre les maladies des animaux et des plantes, les accidents...

Tout cela coûte cher et nous avons déjà engagé beaucoup de dépenses en frais de fonctionnement.

L'inflation est, paraît-il, de 4,7 % en 1985. Mais voilà, cet indice ne correspond pas à l'IPPINEA (indice des prix industriels nécessaires aux exploitants agricoles) nettement plus élevé.

Il faut ensuite payer les impôts et les cotisations de la Mutualité sociale agricole. Cette année, les impôts fonciers ont augmenté de 10,5 % pour le Département, de 21 % pour la Région et les cotisations de la Mutualité de 17,5 % ...

Par contre, lorsque nous vendons nos produits, c'est une autre histoire ! En 1985, le prix des agneaux a baissé en moyenne de 6 %, celui du blé n'a pas bougé, celui des bovins a augmenté de 1,74 %, le tout en francs courants.

Si l'on tient compte de l'inflation, tous les prix ont baissé pour nous à la vente et augmenté à l'achat !... Cela s'appelle le ciseau des prix.

Quant aux aides dites de sécheresse, on nous a promis monts et merveilles : des aides au transport du foin (malgré les dons généreux, c'est une goutte d'eau), des prêts et des reports de paiements à condition de ne pas gagner plus de 1.875 F par mois à l'extérieur, que vous soyez célibataire ou que vous ayez dix enfants (des agriculteurs ne pouvant faire vivre leur famille sur leurs exploitations sont souvent des doubles actifs : 42 %).

Bref, les grandes promesses tracent dans l'air et dans la presse un cercle éblouissant mais il n'en reste que des désillusions.

Bref, à un métier difficile s'ajoute une économie chancelante. La diminution du revenu agricole en 1985 est de 14 % en Haute-Vienne, sans oublier les pertes des années précédentes qui durent depuis 1979.

Je me demande avec inquiétude, voire avec angoisse, combien il restera d'agriculteurs dans quinze ans et combien d'entre eux vont toucher le fond du désespoir, non pas dans quinze ans mais demain. Et dire à des gens désespérés que tout va bien relève de la provocation.

Vu : les candidats,

fabrègue, saint-yrieix - limoges